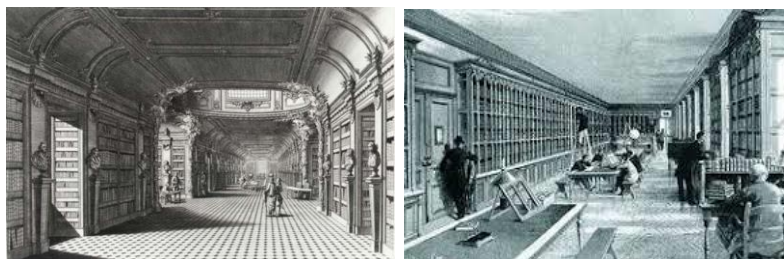




Société Française de
Finances Publiques

Mars 2019
n° 12
Deuxième année

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de février 2019 »

*Ce Billet bibliographique mensuel, qui entame sa deuxième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **février 2019**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé le 25 février, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet.*

Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.


Vous recevrez au début du mois d'avril un appel pour nous indiquer vos publications parues au cours du mois de mars 2019.

Avec cette 12^{ème} livraison le Billet bibliographique a atteint sa première année d'existence. C'est là l'occasion d'apporter une amélioration : désormais chaque référence doctrinale relative à une décision de justice sera suivie d'un lien vers cette décision, si elle figure sur Légifrance ou sur autre site officiel.

Si vous ne l'avez pas déjà fait, n'hésitez pas à consulter notre nouveau site Internet sur lequel vous trouverez notamment les archives du Billet bibliographique à partir du n° 1 (onglet « Documents SFFP »): www.sffp.fr

Ouvrages

* AIMÉ Charles et ROCHEDY Marc, *Droit fiscal*, Sirey, coll. Aide-mémoire, 17^{ème} éd., (février) 2019, 322 p.

 * BOISSENIN Angélique, *Le financement de l'Union européenne : moteur d'une intégration politique ? Contribution à l'étude du système budgétaire européen*, LGDJ, coll. Biblio. de finances publiques et fiscalité, tome 66, (février) 2019, 420 p., préface M. BOUVIER

Le financement de l'Union européenne a assurément contribué au renforcement de l'intégration européenne mais pas nécessairement à celui de l'intégration politique. Le système des ressources propres a joué un rôle déterminant dans la construction du système budgétaire européen. Toutefois, ce dispositif n'a pas évolué conformément à son essence, pas plus qu'il n'a été adapté aux évolutions de l'Union. La problématique actuellement soulevée par le financement de l'Union n'est pas uniquement quantitative. Elle est principalement qualitative et dépasse le cadre budgétaire européen. Elle s'inscrit en effet dans celle de la transformation des systèmes financiers nationaux à l'échelle internationale. Le besoin de refonder le mode de financement de l'Union et la nécessité de réinventer les systèmes fiscaux et financiers nationaux dans des espaces transnationaux invitent à considérer l'opportunité de doter l'Union d'un pouvoir fiscal, et son budget d'impôts européens. Ainsi en irait-il du soutien à l'achèvement de l'Union économique et monétaire, et de l'intégration politique européenne.
[présentation par l'éditeur]

* CHAMBAUD Véronique, *Art & Fiscalité. Droit fiscal de l'art*, Ars vivens, 11^{ème} éd., (février) 2019, 276 p.

Ouvrage unique, Art & fiscalité est la référence incontournable sur le droit fiscal de l'art. Cette 11^e édition mise à jour présente l'ensemble de la réglementation fiscale française applicable au monde de l'art et réunit les connaissances et références essentielles pour la comprendre et l'utiliser.

- Elle définit la notion d'oeuvre d'art en droit fiscal et le statut fiscal de l'artiste.
- Elle expose, de manière claire, précise, pratique, les régimes fiscaux spécifiques à l'art et à son marché : imposition des activités artistiques, de l'atelier d'artiste, taxation des achats et ventes d'art (en atelier ou galerie d'art), des ventes aux enchères, TVA sur l'art, mécénat culturel, imposition des plus-values de cession d'oeuvres et d'objets d'art, IFI, droits sur les successions, acquisition de trésors nationaux, dation en paiement, etc.
- Elle donne des clés pour disposer d'une information fiable : textes législatifs et réglementaires, décisions de jurisprudence, dernières réponses ministérielles et instructions fiscales, facilitant l'accès direct à la matière. Riche en exemples, barèmes d'imposition, tableaux synthétiques, *Art Et fiscalité* permet aux professionnels de l'art et de la culture, artistes, collectionneurs, et à leurs conseils, de déterminer les options les plus avantageuses, connaître leurs droits et obligations et avoir les éléments de réflexion nécessaires à leurs décisions fiscales.

[présentation par l'éditeur]

* CHOUVEL François, *Finances publiques*, Gualino, coll. Mémentos LMD, 22^{ème} éd., (février) 2019, 248 p.

Expression privilégiée de la politique d'un gouvernement, le budget de l'État, qui représente en France près de 15 % du PIB, constitue un élément déterminant de l'activité économique du pays et de la politique de redistribution des revenus notamment.

Dans ses différentes phases, de la conception au contrôle, le budget fait intervenir de multiples acteurs, qu'ils soient politiques (gouvernement, Parlement), administratifs (fonctionnaires spécialisés) ou juridictionnels (juridictions chargées des contrôles de constitutionnalité du budget et de la régularité de l'exécution budgétaire). Cet ouvrage est une synthèse claire, structurée et accessible des finances de l'État en 2019.

Points forts :

- . Une synthèse claire, structurée et accessible des finances de l'État en 2019
- . Acquérir les connaissances qui me sont nécessaires
- . Une synthèse claire, structurée et accessible pour l'étudiant
- . Intègre la loi de finances pour 2019. [présentation par l'éditeur]

* CLÉREMBEAUX Joël, *Guide pratique de l'élaboration du budget*, Territorial Editions, coll. Dossier d'experts, (février) 2019, 162 p.

* Collectif, *Commentaires des lois de finances 2019*, Francis Lefebvre, coll. Dossier d'actualité (février) 2019, 552 p.

Les spécialistes des Rédactions fiscale et sociale des Editions Francis Lefebvre réunissent dans un seul ouvrage leurs commentaires de toutes les mesures fiscales et sociales des lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2019 et de leurs principaux textes d'application. S'y ajoutent ceux de la loi portant mesures d'urgence économiques et sociales adoptée tambour battant pour tenter de désamorcer le conflit des « gilets jaunes ».

Destiné aux professionnels du droit et du chiffre et aux entreprises, l'ouvrage décrypte des dispositions souvent complexes et techniques pour les rendre accessibles et rapidement exploitables. Il fait la part belle aux exemples, tableaux et avis.

Il constituera tout au long de l'année fiscale et sociale un outil indispensable dans le quotidien du praticien, en complément du Mémento Fiscal et du Mémento Social, auxquels il renvoie pour resituer les mesures dans le cadre juridique dans lequel elles s'inscrivent. [présentation par l'éditeur]

* DAMAREY Stéphanie, *L'essentiel des finances publiques*, Gualino, coll. Carrée Rouge, 7^{ème} éd., (février) 2019, 160 p.

Bien plus qu'une matière enseignée à l'Université, les Finances publiques sont devenues un incontournable pour découvrir autrement et complètement notre société et ses actualités. Dans cette perspective, le présent ouvrage appréhende l'essentiel des finances de l'État, des finances des collectivités locales mais également de celles de la Sécurité sociale.

Il offre les clefs d'entrée permettant de comprendre les difficultés récurrentes de la France en termes de déficit et d'endettement publics et leurs répercussions dans le cadre de l'élaboration des budgets publics en abordant ces problématiques autour de 5 parties :

- . le déséquilibre des finances publiques*
- . les lois de finances*
- . les lois de financement de la Sécurité sociale*
- . les budgets locaux*
- . l'exécution des budgets publics*

Points forts :

- . Une présentation synthétique, rigoureuse et pratique des finances de l'État en 2019*
- . Réviser et faire un point actualisé*
- . À jour des lois de finances 2019 et de financement de la Sécurité sociale 2019*
- . Sous forme rédigée, une synthèse rigoureuse, pratique et à jour de l'ensemble des connaissances que le lecteur doit avoir sur cette matière. [présentation par l'éditeur]*

* FORNASIER Christian et CHAUDERLOT Patricia, *Droit fiscal*, Nathan, coll. Expertise comptable, (février) 2019, 112 p.

* GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, *La fiscalité française*, Gualino, coll. Les Zoom's, (février), 24^{ème} éd., 2019, 272 p.

* JAUNEAU David Lionel (édition critique annotée par) et DE OLIVIEIRA Matthieu (direction), *Mémoires d'un ancien ministre du Trésor public. François-Nicolas de Mollien*, tome 3, IGPDE, (février) 2019, 390 p..

Il s'agit là du tome 3 de cette édition critique des mémoires de Mollien, après les tomes 1 et 2 parus en 2016. Un tome 4 est d'ores et déjà annoncé.

Cette édition annotée des Mémoires d'un ministre du Trésor public de François-Nicolas Mollien est un ouvrage essentiel pour comprendre l'histoire financière de la fin de l'Ancien régime à la chute de l'Empire. Ce troisième tome est consacré à la fin de l'Empire : l'alliance de Napoléon avec l'Autriche et son mariage avec Marie-Louise, la campagne de Russie, les Cent-Jours. Ces Mémoires, avec l'éclairage de David Lionel Jauneau sous la direction scientifique de Matthieu De Oliveira, décrivent les difficultés à gérer les finances de l'Empire dans une période de combats intenses dans toute l'Europe. [présentation de cette série par l'éditeur]

* LEVESQUE Etienne, *Les impôts du bonheur. Pour une révolution fiscale écologique européenne*, L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, (février) 2019, 140 p.

* SINNASSAMY Christophe, *Finances publiques*, Bréal, coll. Lexifac, (février) 2019, 226 p.

La neuvième édition de cet ouvrage présente sous la forme de fiches synthétiques les règles essentielles des finances publiques nationales (État, collectivités territoriales, Sécurité sociale) et européennes. Ce livre résume les grandes lignes du budget à partir du projet de loi de finances (PLF) de l'année 2019 et expose les principales orientations de la politique budgétaire de l'État.

En matière de finances locales, il propose plusieurs indicateurs permettant d'apprécier la situation financière des collectivités territoriales. Il analyse en parallèle les risques de leur endettement par le recours aux emprunts structurés.

Les finances sociales sont étudiées en relation avec le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de l'exercice 2019. Une attention particulière est portée sur les recettes et les dépenses des différentes branches du régime général ainsi que sur l'évolution de la dette sociale.

Quant aux finances européennes, l'ouvrage détaille les conséquences politiques et financières du Brexit et précise les principes de gestion financière de l'Union économique et monétaire (UEM).

Ce livre qui a été conçu suivant une approche pluridisciplinaire est principalement destiné à des étudiants de premier et de deuxième cycles d'études juridiques et économiques. Il permettra aussi une découverte rapide de la matière aux non spécialistes ainsi qu'aux candidats aux concours administratifs. [présentation par l'éditeur]

Articles

A signaler

► Comme indiqué en première page, désormais chaque référence doctrinale relative à une décision de justice est suivie d'un lien vers cette décision, si elle figure sur Légifrance ou sur autre site officiel.

- Plusieurs articles sur la loi de finances pour 2019
- Dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales », *RFFP*, n° 145, 2019
- Dossier « Les révoltes fiscales », *RFFP*, n° 145, 2019
- Numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, 2018
- Dossier « Conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie I) », *RUE*, n° 625, 2019

● ALVENTOSA Jean-Raphaël, « Le contrôle supérieur des Etats : une naissance compliquée et prometteuse. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 271

● AUMERAS Patrick, « La certification des comptes des hôpitaux publics : retour d'expérience sur la préparation et les premières années de mise en œuvre », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 45 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)

● BARRÈRE Pascal, « L'utilisation de la comptabilité analytique en contexte public local », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 35

● BAUDU Aurélien BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques en novembre 2018 », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 124 [seules trois chroniques de *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, sont signalées dans cette livraison du *Billet* : tous les autres articles de ce numéro ont déjà été signalés dans le *Billet* n° 11, le mois dernier]

● BAUDU Aurélien BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques en décembre 2018 », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 134 [seules trois chroniques de *Gestion & Finances*

publiques, 2019, n° 1, sont signalées dans cette livraison du *Billet* : tous les autres articles de ce numéro ont déjà été signalés dans le *Billet* n° 11, le mois dernier]

- BELACEL Farid, « Recentrage et optimisation budgétaire : deux leviers efficaces pour maintenir le cap à l'heure de la contractualisation financière », *AJCT*, 2019, n° 2, p. 87
- BELLESCIZE Ramu (de), « Gérard Nicoud et la révolte des indépendants contre l'injustice fiscale », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 157 (dossier « les révoltes fiscales »)
- BELGODERE Antoine, « Le paradoxe des critères de convergence », *RUE*, n° 625, 2019, p. 96 (dossier « Conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie I) »)
- BELLE Laurence, « Réduction d'impôt Scellier : contrariété à la liberté de circulation des capitaux » (concl. sur CAA Versailles, 31 mai 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 161

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037489859&fastReqId=781895250&fastPos=1>

- BENOUDIZ Laurent, « L'année blanche en 2018 : quelle stratégies en 2019 », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 2, étude 4, p. 9
- BENOUDIZ Laurent, « L'évaluation d'un usufruit temporaire : quelle méthode ? Quel taux ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 140
- BERGER Arnaud et JACQUOT Jean-Luc, « Loi sur la transition énergétique et la croissance verte : contexte et impact sur la relation entre banque et collectivité », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 109 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)
- BERNARD Sylvain et BREMOND Zerah, « Conformité à l'égalité devant l'impôt des modalités de détermination du quotient familial en cas de résidence alternée », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 2, commentaire 3, p. 27
- BOHNERT Benoît, « Charge de la preuve de l'existence d'un prix de transfert (CGI, art. 57) : pas d'exercice de comparaison, pas de présomption » (concl. sur CE, 25 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 180

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037284244&fastReqId=493651654&fastPos=1>

- BOKDAM-TOGNETTI Émilie, « Parts de quotient familial : la charge principale se déduit de l'ordonnance du JAF » (concl. sur CE, 24 janvier 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 152

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036539277&fastReqId=67154435&fastPos=1>

- BOKDAM-TOGNETTI Émilie, « Passages occultés d'une preuve fondant un redressement : l'Administration n'a pas à fournir plus que des « éléments d'informations » sur la nature du document » (concl. sur CE, 30 mai 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 148

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036965983&fastReqId=1657523299&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Émilie, « L'acte pris par une autorité hiérarchiquement supérieure à l'autorité déclarée seule compétente par la loi est irrégulier » (concl. sur CE, 18 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 146

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037220672&fastReqId=1200220201&fastPos=1>

● BOREY Laurent, LALLOZ Christopher et VERGNET Nicolas, « Intérêts versés à des entreprises liées : la saga continue (pour le meilleur et pour le pire) » (note sous CAA Paris, 31 décembre 2018, avec les concl. A. MIELNIK-MEDDAH), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 165

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038077091&fastReqId=71282157&fastPos=1>

● BOUCARD François, « La soumission de la BCE à un strict contrôle du juge », *Banque & Droit*, n° 183, 2019, p. 6

● BOUVIER Michel, « Société sans impôt, société sans Etat ? » (éditorial), *RFFP*, n° 145, 2019, p. V

● CAZAU Pierre-Antoine, « Une première : la sanction d'un manquement juridictionnel par la Cour de justice », *Rec. Dalloz*, 2019, n° 4, p. 240 (à propos de la décision C-416/17 du 4 octobre 2018)

► Lien vers l'arrêt :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=0510D1709C3030922CB23807E56E4E18?text=&docid=206426&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=1663665>

● CHARLET Alain, LAPORTE Bertrand, DE QUATREBARBES Céline et BOUTERIGE Yannick, « La convergence fiscale dans le secteur minier des pays de l'UEMOA : la législation communautaire en question ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 160

● CHAYVIALLE Nicolas, « Interruption de la prescription par une lettre d'information non obligatoire adressée à un assujetti à la taxe professionnelle » (concl. sur CAA Versailles, 20 novembre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 170

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037640455&fastReqId=988190785&fastPos=1>

● CHAYVIALLE Nicolas, « Une opération unique de prêt ne suffit pas à conférer à son auteur la qualité d'assujetti à la TVA » (concl. sur CAA Versailles, 6 novembre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 166

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037596093&fastReqId=1589467932&fastPos=1>

● CHESNEAU Laurent, « Motivation d'une rectification d'un contribuable par référence à la proposition envoyée à la société dont il est le gérant : appréciation in concreto » (note sous CE, 26 septembre 2018, avec les concl. V. DAUMAS), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 181

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037437525&fastReqId=102420161&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Acte anormal de gestion et minoration du prix de cession d'un élément de l'actif : confirmation de l'inapplication du régime des plus-values professionnelles » (concl. sur CE, 26 décembre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 177

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037882333&fastReqId=1885564242&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Renvoi d'une QPC sur le report d'imposition de l'article 150-0 B *ter* du CGI en cas de donation postérieure des titres » (concl. sur CE, 6 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 154

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038101470&fastReqId=1496319590&fastPos=1>

● CLAEYS Franck, « Les principales dispositions de la loi de finances intéressant les collectivités du bloc communal », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 6 (dossier « Loi de finances : les nouveautés 2019 »)

● CLAEYS Franck, « Recours au coefficient logarithmique dans les dotations : un rapport au Parlement à l'automne 2019 », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 3

● Collectif, Dossier « La SCI confrontée à l'actualité fiscale », *Actes pratiques et ingénierie sociétaire*, 2019, n° 163, p. 5

● CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Critères de détermination du point de rattachement d'une prestation de services » (concl. sur CE, 4 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 167

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036771634&fastReqId=28447068&fastPos=1>

● CREUSOT Sébastien, « Une loi de finances pour 2019 qui s'avère, en définitive, relativement neutre pour les finances des régions », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 18 (dossier « Loi de finances : les nouveautés 2019 »)

● CRUVELIER Emmanuel, « Impôts locaux et organisations culturelles : les variations de l'Eglise et de l'État », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 173

● DAMAREY Stéphanie, « Des ministres responsables !? », Billet dalloz-actu-etudiant.fr (mis en ligne le 18 février 2019) :

<https://actu.dalloz-etudiant.fr/le-billet/article/des-ministres-responsables/h/3a435a9edd243ac9a34eae80837bc938.html>

● DARAGON Simon, « Les plus-values en report d'imposition visées à l'article 151 *octies* du CGI sont soumises aux prélèvements sociaux existant à la fin du report » (note sous CE, 12 octobre 2018), *JCP éd. E*, 2019 (14 février 2019, n° 7), n° 1078 (voir aussi *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 143, avec les conclusions M.-A. NICOLAZO DE BARMON)

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037492968&fastReqId=1467853466&fastPos=1>

● DAUMAS Vincent, « Imposition ou exonération d'une indemnité transactionnelle suite à un licenciement : qualification par le juste de l'impôt au vu de l'instruction » (concl. sur CE, 5 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 151

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037205133&fastReqId=1338649677&fastPos=1>

● DEBAT Olivier, « Faut-il avoir peur de la doctrine administrative ? », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 2, repère 2, p. 1

● DEBAT Olivier, « La réforme du système de déductibilité des charges financières », *Revue de droit bancaire et financier*, 2019, n° 1 p. 5 ; voir aussi *Actes pratiques et ingénierie sociétair*e, 2019, n° 163, p. 1

● DECOU-PAOLINI Rémi, « Quel est le régime juridique d'un titre exécutoire émis en vue de la récupération d'un indu d'allocation personnalisée d'autonomie ? », (concl. sur CE, 5 octobre 2018, avec les Obs. F. SÉNERS), *BJCL*, 2018, n° 12, p. 886

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037470428&fastReqId=988524452&fastPos=1>

● DEHAINE Aurélien, « La collecte de la taxe de séjour par les plateformes en ligne : le retour au droit commun », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 30

● DESNOS Fabrice, « Entre souci d'exemplarité et nécessité d'individualisation de la peine. Quelques observations sur la répression des révoltes fiscales sous l'Ancien Régime », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 203 (dossier « les révoltes fiscales »)

● DI MALTA Pierre-Yves, « Déductibilité, travaux de jardinage et charges récupérables : de la qualification distributive et de la quantification estimative » (note sous CE, 26 septembre 2018, avec concl. V. DAUMAS), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 175

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037437520&fastReqId=513822528&fastPos=1>

● DI MALTA Pierre-Yves, « Construction, réduction d'impôt Scellier et non cumul : de la matérialité et de la temporalité du fait générateur » (note sous CE, 18 juillet 2018 avec les concl. É. BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 142

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037279256&fastReqId=1490645169&fastPos=1>

● DOMIN Jean-Paul et DA SILVA Nicolas, « L'évolution du financement de la dépense de santé en France », *Cahiers français*, n° 408, janvier-février 2019

● DOYEN Yann, « L'emprunt et le besoin de financement des collectivités locales : les leçons de l'histoire », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 97 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)

● DUVERGER Timothée, « L'expérimentation du revenu de base - Les départements au défi de l'innovation sociale », *AJCT*, 2019, n° 2, p. 84

● FERRARI Sébastien, *in chron.* « Brèves de jurisprudence », brève sous CE, 19 octobre 2018, *Communauté d'agglomération Chalon Val de Bourgogne*, *BJCL*, 2018, n° 12, p. 903 [Recettes locales – Concours de l'État – Dotation globale de fonctionnement – Dotation forfaitaire (art. L. 2334-7 du CGCT) – Part de la dotation de compensation perçue par les EPCI à fiscalité propre (art. L. 5211-28-1 CGCT) – Mécanisme de minoration et de prélèvement de compensation du transfert du produit de la taxe sur les surfaces commerciales (art. 77 de la loi du 30 décembre 2009) – Application dans le temps – a) Mécanisme applicable au titre de la seule année 2011 – Existence – b) Application au titre des années 2012 à 2014 – Validation législative des décisions préfectorales faisant application du mécanisme (art. 133 de la LDF pour 2015) – Existence]

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037509221&fastReqId=852318778&fastPos=1>

● FINES Francette et CLERC Olivier, Présentation du dossier « Conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie I) », *RUE*, n° 625, 2019, p. 81

● FRULEUX François, « Abus de droit et donations en nue-propiété, Libres propos », *JCP éd. N*, 2019 (8 février 2019, n° 6), n° 230

● GIRARDI Jean-Luc, « Chronique de jurisprudence financière : les chambres régionales et territoriales des comptes 2018 », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 146 [seules trois chroniques de *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, sont signalées dans cette livraison du *Billet* : tous les autres articles de ce numéro ont déjà été signalés dans le *Billet* n° 11, le mois dernier]

● GOUNOU Ziné Kora, « Perceptions et réalité du contrôle citoyen en République du Bénin à l'ère de la Décentralisation », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 315

● GRANERO Aurore, « Financement des campagnes électorales et outils numériques », *AJCT*, 2019, n° 2, p. 69 (dossier « Internet, réseaux sociaux et campagne électorale »)

● GIBERT Patrick et LAMARQUE Danièle (dir.), numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, juillet-décembre 2018, pp. 93-299 (avec les contributions de Adam BAĪZ, Fabrizio DE FRANCESCO, Joël FICET, Patrick GIBERT, Danièle LAMARQUE, Michel NAKHLA, Jean-Raphaël PELLAS, Patricia POPELIER, Thomas PERROUD, Katarina STARONOVA ; seules certaines des contributions sont signalées dans ce *Billet bibliographique*)

● LAMARQUE Danièle, « Synthèse des tables rondes », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, juillet-décembre 2018, p. 291 (numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre »)

● GIBERT Patrick, « Réflexions sur l'appropriation française de l'analyse d'impact de la réglementation (A.I.R) dans le cas de la mise en œuvre des études d'impact des projets de loi », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, juillet-décembre 2018, p. 243 (numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre »)

- GIBERT Patrick et LAMARQUE Danièle, « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, juillet-décembre 2018, p. 95 (numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre »)
- GOSSET-GRAINVILLE Antoine (entretien avec), « Le contrôle juridictionnel des décisions de la BCE », *Banque & Droit*, n° 183, 2019, p. 4
- GUILLERMINET Cédric, « Des similitudes des révoltes fiscales. L'exemple de la révolte des bonnets rouges (1675-2013) », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 123 (dossier « les révoltes fiscales »)
- GUYON Laurent, « La certification des comptes des collectivités : quelles finalités ? », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 31 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)
- HABCHI Hadi, « Commande publique dans les collectivités territoriales : enseignements des rapports d'observations des Chambres régionales et territoriales des comptes », *Contrats - Marchés publics*, 2019, n° 2, étude 1, p. 6
- HAMROUNI Maïa-Oumeïma, « le financement de la préservation du patrimoine culturel : l'exemple de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (ALIPH) », *Entertainment-Droit, Médias, Art & Culture* (Larcier), 2019, n° 1, p. 42
- HASTINGS-MARCHADIER Antoinette, « Le budget de la justice pénale et la loi de finances pour 2019 », *AJ Pénal*, 2019, n° 2, p. 108
- IDOT Laurence, « Sélectivité et mesures fiscales », *Europe*, 2019, n° 2, p. 39
- ISSANDOUMOU BARRO Marie-Ghislaine, CARASSUS David et DREVETON Benjamin, « Analyse des évolutions des représentations sociales des acteurs publics locaux concernant les outils de la gestion publique », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 47
- JEAN-ANTOINE Benoît, « La révolte des nu-pieds : une union des ordres face à la centralisation fiscale », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 189 (dossier « les révoltes fiscales »)
- JOURDAN Fleur, « Compliance dans les collectivités : l'Agence française anticorruption pointe l'insuffisance des dispositifs mis en place », *JCP éd. A*, 2019 (11 février 2019, n° 6), n° 2042
- KAUFFMANN Pascal, « La conditionnalité dans les plans d'aide financière aux pays de la zone euro », *RUE*, n° 625, 2019, p. 89 (dossier « Conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie I) »)
- KOUOMOU SIMO Landry, « Crédit d'impôt recherche. Vers une mutation du contrôle de l'Administration ? », *JCP éd. E*, 2019 (7 février 2019, n° 6), n° 1067
- LAMAIGNERE Claire, « La loi de finances 2019 pour les départements : en attendant la réforme ? », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 12 (dossier « Loi de finances : les nouveautés 2019 »)
- LARUE Marc et LARRIBAU Denis, « Le suivi des recommandations des chambres régionales et territoriales des comptes », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 24
- LASSUS Stéphane (de) et TAQUET Alix, « Assouplissement des conditions du régime fiscal des impatriés », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 2, étude 5, p. 14
- LECHAIRE Clément et VITRY Geoffroy (de), « Pratique et limites des décrets d'avance sous l'empire de la loi organique relative aux lois de finances », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 237

● LE GARZIC Pierre, « Imposition sur les signes extérieurs de richesse : de la difficulté de contrer l'évaluation de l'Administration » (concl. sur TA Paris, 10 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 147

● LEMAIRE Olivier, « Saisine de la Commission des impôts : qui trop conditionne, mal étroit » (note sous CAA Paris, 4 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 159

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037492023&fastReqId=1976791614&fastPos=1>

● LEMAIRE Olivier, « L'Administration doit notifier les actes de poursuites à l'adresse souhaitée par le contribuable » (note sous CAA Paris, 4 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 158

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037491997&fastReqId=306664756&fastPos=1>

● LEVOYER Loïc, « Le régime financier des EPCI depuis la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République [NOTRe] », in *Variations autour du droit public, Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Debouy*, LGDJ-PUJP, coll. Mélanges, tome 98, 2019, p. 323

● MAITROT DE LA MOTTE Alexandre, « Les rulings fiscaux nationaux et le contrôle européen des aides d'État » (note sous Trib. UE, 14 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 169

► Lien vers la décision (aff. T-131/16 et T-263/16) :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=210761&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=1002678>

● MALLARET Aurélien, « Contrariété au droit de l'UE de l'application de l'exonération intégrale de la plus-value de cession de la résidence principale aux seuls résidents français » (note sous TA Versailles, 26 juin 2018, avec les concl. I. DANIELIAN), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 157

● MARTUCCI Francesco, « Aspects juridiques et institutionnels de la conditionnalité dans la zone euro », *RUE*, n° 625, 2019, p. 82 (dossier « Conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie I) »)

● MAUBLANC Jean-Pierre, « TVA sur la marge des lotisseurs et des marchands de biens : l'étau se desserre-t-il vraiment ? », *AJDI*, 2019, n° 2, p. 113

● MAUBLANC Jean-Pierre, « CFE : un immeuble pris à bail pour exploiter l'activité d'hébergement de personnes âgées n'est pas à usage d'habitation » (note sous CE 4 mai 2018), *AJDI*, 2019, n° 2, p. 135

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036898103&fastReqId=2006576329&fastPos=1>

● NYS Olivier et DALLER Bruno, « Les enjeux de la maîtrise du fonctionnement dans l'environnement financier des collectivités territoriales », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 17 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)

● PECQUEUR Olivier, « Taxe sur la marge et cessions de terrains à bâtir : les juges confirment leur Position », (Aperçu rapide), *JCP éd. N*, 2019 (15 février 2019, n° 7), n° 252

● PÉJOUT Olivier, « La conditionnalité économique et financière dans la régulation des aides d'Etat : l'approche de la Commission », *RUE*, n° 625, 2019, p. 104 (dossier « Conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie I) »)

● PELLAS Jean-Raphaël, « L'étude d'impact en matière de politique patrimoniale : un référentiel en trompe l'œil ? », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, juillet-décembre 2018, p. 273 (numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre »)

● PERCHERON André et TOULEMONT Betty, « Modalités de détermination des plus ou moins-values de cession d'immobilisations pour l'établissement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » (note sous CE, avis, 26 septembre 2018, avec les concl. V. DAUMAS), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 178

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037437534&fastReqId=269269923&fastPos=1>

● PÉRIN-DUREAU Ariane, « Un an de fiscalité de l'incorporel », *Comm. com. électr.*, 2019, n° 2, chronique 3, p. 27

● PERROTIN Frédérique, « Les recommandations de Tracfin », *LPA*, 8 février 2019, n° 29, p. 7

● PERROUD Thomas, « Les études d'impact dans l'action publique en France : perspective critique et propositions », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, juillet-décembre 2018, p. 107 (numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre »)

● PIERRE Jean-Luc, « Société civile. Absence d'effets fiscaux en cas de réévaluation libre des actifs d'une société civile immobilière relevant de l'impôt sur le revenu et détenue par des particuliers » (note sous CE, 19 septembre 2018), *Droit des sociétés*, 2019, n° 2, p. 38

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037415488&fastReqId=1577618868&fastPos=1>

● PIERRE Jean-Luc, « Le champ de la procédure de répression de l'abus de droit fiscal est étendu par le législateur », *Droit des sociétés*, 2019, n° 2, repère 2, p. 1

● PILOTIN Jennyfer, « Vers des avancées de la fiscalité environnementale », *RDP*, 2019, n° 1, p. 235

● PONS Thierry, « L'acte anormal de gestion dans la facturation de prestations composites : l'IS (l'article 57) et la TVA », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 174

● PONS Thierry, « Affaire *Sté Croë Suisse* : l'acte anormal de gestion et la cession d'un actif immobilisé à un prix significativement sous-évalué », (note sous CE, 21 décembre 2018), *JCP éd E.*, 2019 (21 février 2019, n° 8), n° 1100

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037847436&fastReqId=1183336055&fastPos=1>

● POPELIER Patricia, « L'analyse d'impact de la réglementation : une perspective juridique », *Politiques et management public*, vol. 35/3-4, juillet-décembre 2018, p. 107 (numéro spécial « L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre »)

- PORTAL Eric, « Contrats financiers entre l'Etat et les grandes collectivités : un désendettement non acquis en 2018 », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 1
- PORTAL Eric, « Comment le bloc communal maîtrise-t-il ses dépenses de fonctionnement pour faire face à la contrainte budgétaire initiée par l'Etat ? », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 299
- QUINTANE Guy, « Les rébellions fiscales des nouveaux privilégiés », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 173 (dossier « les révoltes fiscales »)
- RALKOS Aurélie, « Valeur locative : réduction du fait d'occupations illégales répétées assorties de dégradations significatives de l'immeuble » (note sous CE, 4 juillet 2018, avec les concl. Y. BÉNARD), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 168

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037158710&fastReqId=2025753367&fastPos=1>

- RAYMOND Patrice, « Un besoin de nouvelles stratégies dans un cadre de réformes institutionnelles et financières historiques : la place centrale du Pacte financier et fiscal communes-EPCI », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 3 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)
- RICAUD Nathalie et VILLEMAGNE Olivier, « La taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou le mythe de Sisyphe revisité », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 1, p. 41
- SAINT-AMANS Pascal (entretien avec), « Dix ans après la crise, où en sommes-nous dans les réformes de fiscalité internationale ? », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 289
- SALOMON Renaud, chron. « Droit pénal fiscal », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 149
- SCHIELE Pascal, TIXIER Didier et VAIL Morgan, « Dispositif Carrez : entre délices des arbres généalogiques et conseil de famille. Ou comment une tutelle fiscale complexe devient subitement plus simple » (note sous Cons. const., 30 novembre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 156

► Lien vers la décision :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriConst.do?oldAction=rechJuriConst&idTexte=CONSTEXT000038016811&fastReqId=942961959&fastPos=1>

- SILBERZTEIN Caroline et BRICARD Rémy, « Réforme des modalités d'imposition des produits de propriété industrielle : un environnement fiscal international complexe, des opportunités pour les logiciels », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 172
- SIMON Denys, « Compétences de la BCE », *Europe*, 2019, n° 2, p. 45
- STERDYNIAK Henri, « L'impôt sur les sociétés peut-il survivre à la mondialisation et à l'intégration européenne ? », *Revue de l'OFCE*, n° 158, 2018, p. 359
- STERNENBERG Frédéric, « Le pilotage des effectifs et de la masse salariale en secteur public : entre Compostelle et Sisyphe, un enjeu stratégique », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 217
- TAIBI Achour, « Prêts toxiques et imprescriptibilité de la clause abusive », *Banque & Droit*, n° 183, 2019, p. 11

● THIRY Julien, « TEOM : en cas de disproportion manifeste du taux d'imposition, le juge doit accorder la décharge (note sous CE, 24 octobre 2018, avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 179

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037525338&fastReqId=2126988405&fastPos=1>

● URY Didier, « Le retour du souverainisme fiscal », *Bulletin fiscal* 3/19 (Francis Lefebvre)
L'auteur présente les récentes jurisprudences rendues par les hautes cours françaises et la Cour suprême des Etats-Unis d'Amérique en matière de fiscalité internationale. Il évoque les principes du réalisme du droit fiscal, du caractère prépondérant de la comptabilité présentée pour déterminer la charge fiscale, la nouvelle clause anti-abus générale, ainsi que la notion de plénitude de juridiction du juge de l'impôt.

● VABRES Régis, « Responsabilité fiscale du dirigeant » (note sous Cass. com., 5 septembre 2018), *Revue des sociétés*, 2019, n° 2, p. 132

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000037473911&fastReqId=962806955&fastPos=4>

● VERSAILLES Frédéric, « Demande de rescrit fiscal général », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 2, étude 6, p. 19

● VICTOR Romain, « Gain tiré d'un complément de prix en report (CGI, art. 150-0 B bis) : respect des principes d'égalité devant la loi et devant l'impôt » (concl. sur CE 26 novembre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 163

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037649071&fastReqId=444637570&fastPos=1>

● VICTOR Romain, « Une convention d'exemption de taxe locale d'équipement pour réalisation d'équipements publics exceptionnels suit le bien » (concl. sur CE, 6 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 144

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037022286&fastReqId=1761479973&fastPos=1>

● VICTOR Romain, « La méthode utilisée pour déterminer la valeur d'un bien démembré doit offrir le même TRI pour l'usufruitier et le nu-propiétaire » (concl. sur CE, 24 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 141

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037525335&fastReqId=1182410052&fastPos=1>

● VUGHT Thierry, « Le diagnostic global d'entre dans la certification des comptes publics locaux », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 63 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)

● VAN HERZELE Pierre, « Un compte financier unique imposant de nouvelles adaptations budgétaires », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 75 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)

● VINCENT-LEGOUX Marie-Caroline, « Les aspects financiers des contrats de la commande

publique et la prévention des risques des collectivités publiques », *RFFP*, n° 145, 2019, p. 83 (dossier « Nouvelles stratégies financières des collectivités territoriales »)

- WICKER Guillaume et DEBOISSY Florence, « Acte anormal de gestion, cession d'actif immobilisé à prix minoré et taxation du cédant : entre innovation, confirmation et interrogation » (note sous CE, 21 décembre 2018, avec les concl. A.BRETONNEAU), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 176

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037847436&fastReqId=1605327630&fastPos=1>

[voir aussi ci-dessus PONS Thierry]

- WOLF Marc, « Sur l'évaluation de la fraude fiscale (fin) : l'enjeu de la TVA » (mis en ligne le 28 février 2019) :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2019/02/28/sur-l-evaluation-de-la-fraude-fiscale-fin-l-enjeu-de-la-tva>

En conclusion de deux précédents billets consacrés aux concepts et aux chiffres disponibles pour l'évaluation des pertes de recettes imputables aux manquements à la loi fiscale (voir billets bibliographiques n° 9 et 11), l'auteur examine les enjeux spécifiques à la TVA dans la présente chronique n° 19 de son blog. Après une analyse du "Gap TVA" au regard des atouts de robustesse propres à ce mode d'imposition, il s'interroge sur les deux ressorts de fraude liés à l'espace européen, celui des transactions intra-UE et celui de l'E-commerce.

- ZARKA Jean-Claude, « Présentation de la loi de finances pour 2019 », *LPA*, 6 février 2019, n° 27, p. 8

► **A noter** : le 18 mars se tiendra un colloque de lancement d'une nouvelle revue publiée par les éditions JFA : *Fiscalité internationale*. Bienvenue à cette nouvelle publication !

► **Rapports et référés récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en février 2019) :

* *La dette des entités publiques : périmètre et risque* (en ligne le 20 février 2019) :

https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-02/20190220-dette-entites-publiques_0.pdf

* *Rapport public annuel 2019* (en ligne le 6 février 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-rapport-public-annuel-2019>

* *Le contrôle de la conformité au droit européen des aides publiques au logement social* (référé en ligne le 28 février 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-02/20190228-refere-S2018-3328-Ancols.pdf>

* *Les taxes à faible rendement* (référé en ligne le 27 février 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-02/20190227-refere-S2018-3303-taxes-faible-rendement.pdf>

* *La pertinence de la prescription des antibiotiques* (référé, en ligne le 14 février 2019) : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-02/20190214-refere-S2018-3239-pertinence-prescription-antibiotiques.pdf>

► **A noter** : voir ci-dessous à la fin de la rubrique Gallica, à propos de la convention BNF - Cour des comptes.

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en février 2019) :

* *Journal*, n° 1/2019 (en ligne le 28 février 2019) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL19_01/JOURNAL19_01.pdf

* *Synthèse des remarques de la Cour des comptes européenne concernant les propositions législatives de la Commission pour le prochain cadre financier pluriannuel (CFP)* (en ligne le 14 février 2019) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/RB_MFF/RB_MFF_FR.pdf

* *La Cour des comptes européenne se penche sur les données sous-jacentes à l'appui budgétaire en faveur des pays partenaires de l'UE* (en ligne le 12 février 2019) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AP19_02/AP_PERFORMANCE_DATA_EN.pdf

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en février 2019) :

* Rapport (Assemblée nationale, n° 1507) de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (mis en ligne le 11 février 2019) : [http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1663/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1663/(index)/rapports)

► **Parlement européen** (rapports mis en ligne en février 2019)

* Interim report on the proposal for a Council Regulation on the establishment of the European Monetary Fund (mis en ligne le 26 février 2019) : http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2019-0087_FR.html?redirect

* Rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude (mis en ligne le 5 février 2019) : http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2019-0064_FR.html?redirect

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** au mois de février 2019 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* Article introuvable de Michel Debré : "L'inégalité des ménages face à l'impôt sur le revenu" in RFFP n°14 – 1986 (mis en ligne le 25 février 2019) : <http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-michel-debre-linegalite-des-menages-face-a-limpot-sur-le-revenu-in-rffp-ndegree14>

* Article introuvable de Jean-Jacques Bienvenu : "L'impôt sur le revenu et le droit de la famille" in RFFP n°14 – 1986 (mis en ligne le 18 février 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jean-jacques-bienvenu-limpot-sur-le-revenu-et-le-droit-de-la-famille-in-rffp-ndegree14>

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** au mois de février 2019 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* NERVO, Jean-Baptiste Rosario Gonzalve (de), *Le comte Corvetto, ministre secrétaire d'Etat des finances sous le roi Louis XVIII : sa vie, son temps, son ministère*, Paris, Lévy frères, 1869 (mis en ligne le 26 février 2019) :

https://numelyo.bm-lyon.fr/f_view/BML:BML_00GOO0100137001102644874

* LAFERRIERE Firmin, *Cours de droit public et administratif*, Paris, Joubert, 2ème éd., 1841-1846 [avec notamment le titre 2 de la première partie sur les impôts, pp. 176 et s.] (mis en ligne le 19 février 2019):

<http://cuja-num.univ-paris1.fr/ark:/45829/pdf0600516655>

► **A noter** : lu dans *Chroniques* [revue de la Bibliothèque nationale de France], n° 84, janvier-mars 2019, p. 3 : « *Le 17 septembre 2018, une convention de coopération documentaire a été signée entre la BNF et la Cour des comptes ; elle prévoit que la BNF numérise les rapports annuels (1810-1997) et les recueils de jurisprudence (1869-2005) de la Cour, soit près de 65000 pages qui seront mises en ligne sur Gallica, la bibliothèque numérique de la BNF* ».

► **Divers** :

* **OCDE** :

Prévention de l'utilisation abusive des conventions - Rapport d'examen par les pairs sur le chalandage fiscal. Cadre inclusif sur le BEPS : Action 6, (février) 2019, 250 p.

* **BCE** :

Bulletin économique, 2019, n° 1 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/be1_fr_final_07.02.2019.pdf

* **Banque de France** :

Bulletin de la Banque de France, n° 221 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-bdf221_4_inv-directs_fr_v14-maj-20190301.pdf

Document de travail n° 709 :

https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/wp_709.pdf

Document de travail n° 708 :

<https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/document-de-travail-ndeg708-2019-02.pdf>

* **AFT** :

Bulletin Mensuel, n° 345 :

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2019/345_Bulletin%20mensuel%20fevrier%202019.pdf

* **Comité de l'abus de droit fiscal** : avis rendus au cours des séances du 15 et du 30 novembre 2018, *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 150

**Rejoignez la SFFP en nous renvoyant le Bulletin d'adhésion 2019,
se trouvant à la page suivante**

Année 2019

Bulletin d'adhésion à la SFFP à retourner à l'adresse suivante :

Société Française de Finances Publiques (SFFP)
Université Savoie Mont Blanc
Faculté de droit
Boîte Postale 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) à l'ordre de la SFFP de :

- 30 euros**, pour une adhésion au tarif plein
- 15 euros**, pour une adhésion « Doctorant » (justification : photocopie de la carte étudiant)
- 7 euros**, pour une adhésion « Etudiant en Master » (justification : photocopie de la carte étudiant)

► **J'accepte/Je refuse** que mes prénom, nom, fonctions soit mentionnés dans un annuaire qui sera diffusé aux membres (cet annuaire ne comportera aucune coordonnée personnelle ou professionnelle).

► **J'accepte/Je refuse** que la SFFP communique mon email lorsque celui-ci lui sera demandé par un membre (exclusivement) de la SFFP.

Date et signature

Indiquez vos coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse personnelle :

Téléphone :

Email :

Fonctions :

Établissement (*université, administration, entreprise*) :

Les **institutions, entités et personnes morales** peuvent adhérer pour **250 euros** ; une facture sera établie en renvoyant ce bulletin d'adhésion à la SFFP.

- Je souhaite recevoir une facture de **250 euros** pour l'adhésion 2019 à la SFFP.

Institution/Entité/Personne morale :

Adresse :

Personne contact :

Email :

Date et signature

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

***Le Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP**

ISSN : 2608-5690